

## **POUR UNE VRAIE COMPLEMENTARITE ENTRE LES DEUX RIVES DE LA MEDITERRANEE**

Hartmut **ELSENHANS**\*

Les résultats de la politique méditerranéenne de l'Union Européenne (UE) déçoivent. Le processus dit de Barcelone n'a pas conduit à des résultats notables dans le domaine du lancement des exportations, notamment de produits manufacturés, des pays du Sud de la Méditerranée vers le Nord. L'investissement direct dans ces pays reste décevant. Ce qui est mis en avant dans la littérature, c'est un accroissement de l'activité de la société civile, qui a surtout ouvert des débouchés à un grand nombre d'organisations non gouvernementales.

Dans l'ensemble, on peut dire que les résultats économiques, mais aussi politiques de la politique méditerranéenne de l'UE sont aussi décevants qu'on trouve rarement des discussions sur le problème de la dynamisation des économies des pays du Sud de la Méditerranée (PSM). Il y a un consensus pratiquement jamais mis en question sur l'absence de succès du processus de Barcelone. Le processus de Barcelone est une des politiques caractérisées par leur réussite à cause de leur manque de résultats palpables: il faut une politique régionale de l'UE pour calmer les esprits dans le Sud de l'Europe et dans les PSM, mais ce n'est pas grave si cette politique ne réussit pas, car elle ne coûte pas grand-chose, pourvu qu'elle contribue à l'objectif de maintenir dans la région un climat plus ou moins paisible.

Il est peu probable que l'on pourra contenir les forces politiques qui poussent vers le changement dans les PSM par une telle stratégie. Il faut donc se poser la question de savoir pourquoi le processus de Barcelone a échoué. L'argument suivi ici est le suivant: les milieux néolibéraux ont une perception erronée du processus de mondialisation. Les néolibéraux croient que c'est la libération des marchés qui conduit à des exportations de produits manufacturés. Mais la libéralisation des marchés est seulement l'une des raisons économiques qui ont permis l'augmentation de l'emploi par l'exportation de produits manufacturés à la suite des nouvelles divisions internationales du travail. L'autre ressort beaucoup plus

---

\*\* Chercheur, Institut für Politikwissenschaft - Universität Leipzig - Allemagne

important, c'est la capacité de transformer des avantages comparatifs en avantages compétitifs à base de la dévaluation de la monnaie, ce qui, comme la contribution le montrera, est exclu pour les PSM.

La perception erronée des ressorts économiques à la base de la mondialisation prive l'UE d'une possibilité d'améliorer son positionnement dans la division internationale du travail en se créant dans les PSM un partenaire pour élargir son marché pour des produits sophistiqués.

Cette perception erronée prive aussi les PSM de la possibilité de réussir la transition vers la croissance entretenue à la base de systèmes capitalistes de type Etat-providence et de systèmes politiques démocratiques.

Ma contribution commence donc par la critique des notions dominantes sur la mondialisation pour montrer que la nouvelle compétitivité de certains pays du Sud dans leur exportation de produits manufacturés est due non à leurs bas salaires réels, mais à leur capacité de dévaluation.

Ce raisonnement a été longtemps bloqué par la fixation sur la priorité donnée à l'accumulation du capital dans le développement économique par la théorie néoclassique et la théorie marxiste. Les deux théories ont expliqué le sous-développement comme résultat de la détérioration des termes de l'échange. Une vue réaliste des conditions et des conséquences de la mondialisation doit insister sur le peu d'importance de ces facteurs pour permettre la transition économique. Le père de l'enquête empirique sur les termes de l'échange, W. Singer, avait déjà formulé en 1950 cette contradiction : lorsque les pays sous-développés souffrent des termes de l'échange en baisse, ils n'ont pas l'argent nécessaire pour réussir leur diversification économique, mais lorsque les termes de l'échange sont en hausse, ces pays n'ont plus d'intérêt à réussir cette diversification<sup>1</sup>. La mondialisation actuelle sera démontrée comme étant un système efficace de la gestion de certaines rentes, en créant des incitations à utiliser des rentes produites à l'intérieur du système économique afin d'abaisser d'une manière artificielle les coûts du travail local sur le plan international. La politique de développement comme soutien des

---

<sup>1</sup> Singer, Hans Wolfgang: «U.S. Foreign Investment in Underdeveloped Areas. The Distribution of Gains between Investing and Borrowing Countries», in: *American Economic Review*, 40, 2 (may 1950); p. 482.

exportations par une rente contredit toute la pensée issue des années 1930, qui constitue un lourd héritage idéologique.

Pour le monde arabe, les conditions pour participer à l'industrialisation par l'exportation de produits manufacturés sont particulièrement défavorables à cause de la faiblesse de ses agricultures et de la dépendance alimentaire. Pour pouvoir participer à l'industrialisation par l'exportation de produits manufacturés il faut trouver une source de denrées alimentaires bon marché. L'argument pratique central de la contribution se trouve ici: puisque l'Europe dispose de surplus alimentaires qu'elle ne peut réduire qu'à des coûts politiques importants, voire prohibitifs, l'Europe pourrait distribuer ses excédents à leur recette d'opportunité, c'est à dire au prix que ces exportations atteindraient en cas de non-exportation. Entre la destruction de ces produits agricoles à cause des coûts de stockage et leur exportation à un prix zéro sur le quai de chargement dans les ports méditerranéens de l'Europe, il y a probablement encore un gain pour l'UE.

L'Europe a un intérêt à s'engager dans une telle stratégie parce que celle-ci lui procure de nouvelles chances de spécialisation avec les PSM, un marché intérieur pour des produits sophistiqués en expansion dû à la hausse des revenus possible à la suite de gains par la spécialisation internationale et par une solution du problème de la pression migratoire et de la sécurité dans ces pays, stratégie relativement réaliste et finalement bon marché par rapport à ce qui peut se produire si la croissance démographique dans les PSM continue sans l'accroissement de l'emploi.

Sur le plan économique, une telle solution rendrait l'UE solidaire d'une intégration économique des PSM entre eux et peut ouvrir de ce fait de nouvelles perspectives à un nationalisme arabe moins replié sur les blessures reçues.

La contribution discutera ensuite des obstacles à une telle solution. Une telle stratégie doit être introduite dans un ensemble de politiques concrètes qu'il faut esquisser et discuter au vu de leurs contradictions et de leurs risques.

Puis nous montrerons que l'obstacle politique de l'acceptation d'une spécialisation inégale est sans fondement réel vu les autres stratégies disponibles.

Certes, le monde arabe doit non seulement accepter une spécialisation inégale qu'il récuse, mais assumer volontairement cette

spécialisation inégale. Ici, la contribution explorera les possibilités de rattrapage technologique que la stratégie ouvre.

Ensuite, nous procéderons à une évaluation de la conformité d'une telle stratégie avec les règlements internationaux en vigueur, notamment l'OMC.

Enfin les problèmes de changements d'équilibres mondiaux, que cette stratégie ne manquera pas de provoquer, seront évoqués.

La contribution montrera que ces obstacles sont surmontables parce que la stratégie proposée renforce la division du travail politique que la puissance hégémonique, les Etats-Unis, impose depuis longtemps à l'UE dans la Méditerranée. Elle consiste en l'intensification du rôle que l'UE veut jouer dans le monde comme partenaire d'autres régions auxquelles elle impose ses intérêts, non pas avec son poids militaire ou politique, mais par des incitations économiques en tant que «puissance civile». Seront enfin discutées certaines politiques d'accompagnement qui peuvent inciter l'acceptation de cette politique en Europe et dans les PSM.

Il est certain que la contribution se caractérise par son éclectisme vis-à-vis des grandes théories et son pragmatisme par rapport aux lignes de fracture dans les milieux intellectuels puristes. Elle est animée par la conviction que le capitalisme contient les solutions qui conduisent vers le résultat que certains socialistes attendent de la révolution sociale. De même, le capitalisme n'implique pas une modernité rupture avec les traditions culturelles musulmanes.

### **LA MONDIALISATION MAL ANALYSEE: L'IMPOSSIBILITE DU «RACE TO THE BOTTOM»**

La mondialisation est certes propulsée par la compétition. Les coûts de production sont importants. L'investissement direct étranger s'adresse à des économies qui peuvent offrir des coûts de production avantageux. Mais cela n'implique pas la course aux salaires les plus bas. Les investisseurs japonais au Mexique connaissent les coûts de la main-d'œuvre en monnaie internationale, mais non pas en salaire réel que ces salaires bon marché en dollars représentent comme pouvoir d'achat local<sup>2</sup>.

L'argument opposé implique l'identité entre le pouvoir d'achat des

---

<sup>2</sup> Kenney, Martin; Florida, Richard: «Japanese Maquiladoras: Production Organization and Global Commodity Chains», in: *World Development*, 22, 1 (janvier 1994; p. 31.

salaires et le taux de change de la monnaie. Cette identité vaut pour les pays industrialisés<sup>3</sup>. Le simple fait que la Banque Mondiale donne régulièrement le produit national par tête au taux de change et au pouvoir d'achat démontre que la théorie de l'égalité entre le pouvoir d'achat et le taux de change ne s'applique pas aux relations entre les pays sous-développés et développés. J'attire l'attention des adhérents marxistes de la théorie de l'échange inégal sur le fait que les efforts de mesure de l'échange inégal entre les pays développés et les pays sous-développés partent de la disparité entre les recettes de l'exportation en devises et le pouvoir d'achat toujours supérieur du travail incorporé dans ces exportations sur le marché local<sup>4</sup>.

L'argument sur la disparité entre le pouvoir d'achat et le taux de change des salaires payés dans les pays du Tiers-Monde permet de mettre en relief l'essence de la fragmentation nationale du système global. Marx avait déjà observé que, sur le marché mondial, le travail plus productif s'échangeait comme travail plus intensif, donc comme constituant plus de valeur que le travail moins productif<sup>5</sup>. Ceci implique que les pays au travail moins productif doivent être peuplés de travailleurs qui fournissent du travail plus intensif, afin de le vendre sur le marché mondial à un taux plus faible que le prix payé au travail plus intensif dans d'autres pays. Le fait que ce processus continue d'exister à l'échelle globale aujourd'hui montre que le processus de formation de la valeur reste encore profondément national malgré les

---

<sup>3</sup> Frenkel, Jakob A.: «International Interdependence and the Constraints on Macroeconomic Policies», in: *Weltwirtschaftliches Archiv*, 122, 2 (1986); p. 604. «Entwicklung und Bestimmungsfaktoren des Aufienwerts der D-Mark », in: *Monatsberichte der Deutschen Bundesbank*, 45 (novembre 1993); pp. 51-56. Fortune, J. Neill: «Expected Purchasing Power Pariry», in: *Weltwirtschaftliches Archiv*, 121, 1 (1985); pp. 97-104. Hakkio, Craig S.: «A Re-examination of Purchasing Power Pariry: A Multicountry Multiperiod Study», in: *Journal of International Economies*, 17, 3 (1984); pp. 265-277. Abuaf, Niso; Jorion, Philippe: «Purchasing Power Parity in the Long Run», in: *Journal of Finance*, 45, 1 (mars 1990); p. 172. Wasserfallen, Walter; Kyburz, Hans: «The Behaviour of Flexible Exchange Rates in the Short Run. A Systematic Investigation», in: *Weltwirtschaftliches Archiv*, 121, 4 (1985); p. 657. Siebert, Horst: «Wirtschaftliche Zwänge fur offene Volkswirtschaften», in: *Weltwirtschaftliches Archiv*, 121, 4 (1985); pp. 609-627. Junge, Georg: «Trends and Random Walks of Real Exchange Rates», in: *Weltwirtschaftliches Archiv*, 121, 3 (1985); p. 435.

<sup>4</sup> Köhler, Gernot: «A New Look at Unequal Exchange», in: *Asien-Afrika-Lateinamerika*, 29, 4 (2001); pp. 332-346.

<sup>5</sup> Marx, Karl: *Das Kapital. MEW23* (Berlin: Dietz, 1972) ; p. 185.

ouvertures vers le marché mondial. Ce sont les barrières à la migration à l'échelle globale qui ne peuvent être surpassées par l'échange de marchandises comme l'avaient cru les auteurs néoclassiques du commerce extérieur comme Heckscher, Olin et Samuelson<sup>6</sup>.

Les tenants de la mondialisation comme processus de transformation et d'homogénéisation de toutes les économies à l'échelle mondiale peuvent penser que les secteurs qui sont intégrés à cette économie mondiale sont les secteurs les plus productifs des économies qui y participent. La propulsion de l'exportation de biens manufacturés par la dévaluation au-dessous du niveau de parité de pouvoir d'achat implique que des biens-salaires sont disponibles sur le marché local à des prix inférieurs aux prix internationaux de ce produit. Le processus de mondialisation implique donc des secteurs très productifs à l'échelle locale, qui ne peuvent pas, pour une raison ou pour une autre, transformer l'avantage comparatif dont ils disposent indéniablement, en avantage compétitif sur le marché mondial. On peut supposer que cela est dû à deux facteurs: à des niveaux de développement différents, les biens-salaires des pays moins développés ne sont pas vendables sur le marché mondial pour des raisons de qualité ou à cause des coûts de transport. En cas de disparité des revenus à l'échelle globale, on peut alors soutenir l'argument selon lequel la mondialisation ne peut pas être poussée jusqu'au plein emploi et l'augmentation générale de la productivité sans élargissement des marchés internes, puisqu'une bonne partie du potentiel de production localement disponible est orienté vers un marché interne dont la dynamisation détermine les spill-over technologiques du secteur exportateur vers le secteur orienté vers le marché interne, condition radicalement différente du développement des pays avancés à partir de leur commerce extérieur.

Etre compétitif dans l'exportation des produits pour lesquels on ne dispose plus de marché intérieur ni de technologies localement produites, comme nous l'avons indiqué dans l'argument développé au

---

<sup>6</sup> Ohlin, Bertil: «Ist eine Modernisierung der Außenhandelstheorie erforderlich », in: *Weltwirtschaftliches Archiv*, 26, 1 (1927); pp. 97-115. Heckscher, Eli F.: «The Effect of Foreign Trade on the Income», in: Ellis, Howard S. (éd.): *Readings in the Theory of International Trade* (Philadelphia, Penn.: Blakiston, 1949); pp. 272-301. Samuelson, Paul A.: «International Trade and the Equalization of Factor Prices», in: *Economie Journal*, 58, 230 (juin 1948); pp. 163-184.

paragraphe précédent, implique la dépendance technique ainsi que la dépendance de débouchés externes. On peut facilement résumer ces deux dépendances pour deux filières-clés pour la poussée des exportations de produits manufacturés de la part du Tiers-Monde. Il y a d'une part le textile, qui, notamment dans la fabrication des vêtements, est intensif en travail à partir de technologies localement produites, et d'autre part la microélectronique, dont les étapes de production transférées vers le Tiers-Monde sont dépendantes de l'emploi de technologies générées dans les pays industriels avancés. Donc toute discussion sur la mondialisation comme processus de développement par l'exportation ne tient pas compte du fait que la transformation économique attendue de la mondialisation, dans la meilleure des perspectives possibles pour le Tiers-Monde, consiste dans la création de plein-emploi, à partir duquel les revenus des masses peuvent augmenter afin de lancer le marché intérieur. Des rentes utilisées pour l'investissement peuvent être utiles pour le plein-emploi, mais l'expérience passée a montré que les systèmes rentiers ne gèrent pas bien cette rente. L'industrialisation par l'exportation de produits manufacturés consiste à affecter cette rente à la subvention de la main-d'œuvre afin d'augmenter le niveau d'emploi. Le bas degré de développement technologique limite les possibilités de la dynamisation de la production à partir de biens d'équipement localement produits. L'exportation de produits manufacturés sous condition de dépendances de débouchés et d'importation de technologies et avec une complexité technologique faible permet de créer les structures de la demande interne qui favorisent un développement local technologique plus sophistiqué. La question de l'accumulation n'est plus liée aux prix des recettes à l'exportation, comme c'était le cas dans la théorie des termes de l'échange, mais aux transformations subies par ces économies sur le marché du travail local, qui sont intensifiées à partir de la capacité d'abaisser le coût international de la main-d'œuvre par la dévaluation.

L'importance de la dévaluation<sup>7</sup> pour la réussite dans l'exportation

---

<sup>7</sup> Elsenhans, Hartmut: «Globalisation in a Labourist Keynesian Approach», in: *Journal of Social Studies*, 89 (juillet-septembre 2000); pp. 24-31. Elsenhans, Hartmut: «Macroeconomics in Globalization: Productivity, ages, Profits, and Exchange Rates in an Era of Globalisation», in: *Brazilian Journal of Political Economy*, 22, 85 (janvier-mars 2002); pp. 66-73. Elsenhans, Hartmut: «Globalization or Dutch Disease: Its Political and Social Consequences», in:

des produits manufacturés est évidente dans la réussite du Sud et de l'Est asiatique et de l'échec du monde africain et du monde arabe. Ce ne sont pas des pays pauvres aux populations pauvres et sous-alimentées mais des pays relativement aisés au moins dans le domaine de la satisfaction des besoins alimentaires de leurs populations grâce à la réussite de la révolution verte. Ce ne sont donc pas des salaires réels bas, mais des coûts du travail internationaux bas qui sont l'essentiel. Les salaires réels dans les pays de l'Est et du Sud-Est asiatique sont plus importants que les salaires aux taux de change dans une proportion allant de 4 à 10<sup>8</sup>. C'est-à-dire qu'un ménage à Pékin peut acheter avec son salaire en Chine dix fois autant de produits qu'il pourrait acheter s'il convertissait son salaire en dollars canadiens pour aller faire des achats au Canada<sup>9</sup>.

Cette différence entre le revenu réel du travail en produits disponibles par l'importation et les salaires réels en monnaie locale doit avoir une contrepartie matérielle. Elle doit être fournie par l'économie locale. Il s'agit donc d'un surplus localement produit. C'est une rente. Elle peut être utilisée pour subventionner le travail local afin de le rendre plus compétitif sur le marché international. C'est le cas des exportations de produits manufacturés à base de la dévaluation. Elle peut être utilisée pour financer l'investissement dont les revenus directs ne sont pas encore suffisants pour servir le crédit, comme c'était le cas de l'industrialisation orientée vers la substitution des importations.

A partir de la dévaluation, la diversification industrielle peut être

---

Singer, Hans Wolfgang; Hatti, Neelambar; Tandon, Rameshwar (ed): *Technological Diffusion in Third World. New World Order Séries, Volume 16 (Part-I)* (New Delhi: B.R. Publishing Corporation, 1999); pp. 441-448.

<sup>8</sup> Strack, D.; Helmscholdt, H.; Schönherr, S.: «Internationale Einkommensvergleiche auf der Basis von Kaufkraftparitäten: Das Gefälle zwischen Industrie- und Entwicklungsländern verringert sich», in: *IFO-Schnelldienst*, 50, 10 (avril 1997); pp. 8-14. Lafay, Gérard: «Les origines internationales du chômage européen», in: *Revue d'économie politique*, 106, 6 (novembre-décembre 1996); p. 947. Narrassiguin, Philippe: «Croissance tirée par les exportations et politique de change: Le cas de l'île Maurice», in: *Revue d'économie politique* (mars 1995); p. 325. Guillaumont-Jeanneney, Sylviane; Hua, Ping: «Politique du change et développement des exportations manufacturées en Chine», in: *Revue économique*, 47, 3 (mai 1996); pp. 851-860.

<sup>9</sup> Chen, Haichun; Gordon, M.J.; Zhiming, Yan: «The Real Income and Consumption of an Urban Chinese Family», in: *Journal of Development Studies*, 31, 1 (octobre 1994); pp. 201-213.

entamée au moyen de la rente. Mais il y a aussi des solutions intermédiaires combinant la poussée des exportations avec la substitution des importations.

Ainsi, la Corée du Sud et Taiwan ont diversifié leurs économies vers le secteur des biens d'équipement en augmentant le degré de contenu local de leur production<sup>10</sup>. En Corée, des taxes à l'exportation des produits textiles ont été introduites dans les années 1960, quand cette industrie se trouvait en face d'une élasticité de la demande mondiale par rapport à ses prix d'exportation très faibles. La Corée a interdit l'importation de machines textiles, ce qui rendait plus chère la production textile vu les possibilités techniques encore limitées du secteur local du travail des métaux. Ce secteur pouvait pourtant répercuter des prix plus élevés sur le secteur exportateur de textile. Le même résultat aurait été atteint si une taxe à l'exportation avait été utilisée pour subventionner le secteur local du travail des métaux. La différence entre le blocage des machines textiles et la taxation des exportations de produits textiles consistait uniquement dans les mécanismes de la gestion de la rente, non pas dans le caractère rentier. Dans le cas de la taxation, la rente était prélevée à l'exportation. Dans le cas du blocage des importations de machines textiles, la rente était appropriée à travers les prix du secteur local des machines textiles. La différence consiste pourtant dans le bas degré de possibilités d'appropriation de la rente à des fins de consommation de luxe par des gestionnaires dans le cas du blocage des importations de machines textiles, et les incitations directes à l'utilisation de la rente pour améliorer la productivité par la demande du secteur exportateur pour des machines localement produites.

Si la valeur de la monnaie nationale en termes de prix internationaux baisse au-dessous de son pouvoir d'achat local, les travailleurs supplémentaires payés en monnaie nationale ne pourront pas s'acheter la contrepartie matérielle de leur salaire sur le marché

---

<sup>10</sup> Mytelka, Lynn Krieger: «The Transfer of Technology: Myth or Reality?», in: Cosgrove, Carol; Jamar, J. (ed): *The European Community's Development Policy: The Strategies Ahead*. Conférence organisée at the Collège of Europe, Bruges, 4-6 July 1985 (Bruges: De Tempel, 1986); p. 258. Haggard, Stephan Mark: *Pathways from the Periphery: The Newly Industrializing Countries in the International System* (Berkeley, Cal.: Dissertation, 1983); p. 282. Holtgrave, Wilfried: *Industrialisierung in Singapur. Chancen und Risiken industrieorientierter Spezialisierung* (Francfort sur le Main; New York: Campus, 1987); pp. 75-78.

mondial. L'opposition déterminée des auteurs de la dependencia latino-américaine<sup>11</sup> contre la dévaluation s'appuie sur l'argument que le manque de l'élasticité de l'offre locale de biens de consommation de masse conduit à des poussés inflationnistes en cas de dévaluation. Les baisses des coûts salariaux en monnaie locale s'évaporent par la hausse de ces salaires.

Peut dévaluer celui qui est capable d'offrir des biens salariaux d'origine locale à des travailleurs dont les revenus en monnaie internationale diminuent. Peut se transformer en économie développée même encore en retard sur le plan technologique celui qui est capable d'atteindre le plein emploi et d'approvisionner sa main-d'œuvre ayant reçu le droit à la subsistance à partir de son travail, par des biens-salaires localement produits.

La dévaluation dépend de la capacité de produire localement des biens-salaires. Elle peut être d'autant plus sévère que la production de biens-salaires est élastique. Elle peut permettre l'augmentation de l'emploi d'autant plus fortement que cette production de biens-salaires est abondante. L'exportation de produits manufacturés à base de la dévaluation ne nourrit pas la main-d'œuvre du secteur exportateur mais lui procure un droit à la production locale de biens salaires que ceux qui contrôlent cette production, ou les facteurs de production, ne peuvent pas récuser, car ce droit est basé sur un travail, représente une valeur-travail et est l'expression de l'impossibilité de fournir ce travail sans un salaire réel correspondant. La valeur qui constitue la contrepartie de ce salaire est produite localement....

Ce n'est pas la valeur des revenus additionnels gagnés à l'exportation qui sont décisifs pour la stratégie de la transformation économique à partir d'exportations de produits manufacturés, mais les changements induits par le plein-emploi et les modalités d'accès des masses laborieuses maintenant employées aux ressources économiques

---

<sup>11</sup> Félix, David: «The Dilemma of Import Substitution, Argentina», in: Papanek, Gustav F. (éd.): *Development Policy. Theory and Practice* (Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1968); p. 89. Dunkerley, Harold B.: «Exchange Rate Systems in Conditions of Continuing Inflation. Lessons from Colombian Experience», in: Papanek, Gustav F. (éd.): *Development Policy. Theory and Practice* (Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1968); p. 129. Diaz Alejandro, Carlos F.: *Exchange Rate Devaluation in a Semi-Industrialized Country. The Experience of Argentina 1955-1961* (Cambridge, Mass.; Londres: M. I. T. Press, 1965); p. 35.

de leur propre pays.

Ceci n'exclut pas que les recettes à partir de ces exportations puissent être une source de l'accumulation, ce qui sera discuté en développant les implications rentières de cette stratégie.

A un niveau bas de développement économique des forces productives, donc des revenus des masses encore faibles, la consommation à partir des salaires est constituée surtout de denrées alimentaires. Elles représentent environ 50% des dépenses des ménages à revenus moyens. Mais l'importance de la production alimentaire est encore plus grande. Les autres types de consommation sont constitués par des produits industriels simples et des services qui créent des salaires locaux, eux-mêmes utilisés à 50% pour l'achat de denrées alimentaires. Les quelques produits exigeants en technologies modernes, tels les réfrigérateurs, les téléviseurs, les moyens de transport motorisés (initialement simple : la mobylette ) sont à la portée des compétences techniques d'un grand nombre de pays du Tiers-Monde, comme en témoigne la production locale de ces biens dans beaucoup de pays d'Asie et d'Amérique latine.

La capacité de dévaluation est fonction de l'ampleur d'un surplus agricole. Ce surplus agricole est transformé en denrées alimentaires bon marché en prix internationaux et livré aux travailleurs du secteur d'exportation qui le paient avec la monnaie locale qu'ils gagnent comme salaire. Un pays qui produit suffisamment de denrées alimentaires peut dévaluer en principe à n'importe quel niveau, s'il donne la priorité à la création d'emplois par rapport à son pouvoir d'achat sur le marché mondial. Il peut même accepter des recettes zéro pour son propre travail.

Une telle dévaluation effrénée peut aller avec une diminution des recettes à l'exportation si l'élasticité-prix des produits manufacturés est faible. Le parallèle avec l'ancienne théorie du lien entre la détérioration des termes de l'échange et l'industrialisation à partir de la dévaluation a été mis en évidence par Singer et Sarkar<sup>12</sup>.

La production locale de la contrepartie des salaires supplémentaires payés dans l'exportation de produits industriels met en évidence le

---

<sup>12</sup> Sapsford, David; Sarkar, Prabirjit; Singer, Hans Wolfgang: «The Prebisch-Singer Terms of Trade Controversy Revisited», in: *Journal of International Development*, 4, 3 (mai-juin 1992); pp. 315-332. Sarkar, Prabirjit: «The Singer-Prebisch Hypothesis: A Statistical Evaluation», in: *Cambridge Journal of Economics*, 10, 4 (décembre 1986); pp. 355-371.

caractère rentier de cette stratégie. Elle s'établit sur un surplus agricole que -sous d'autres conditions et dans d'autres modèles de développement- l'Etat planificateur s'approprie afin de l'utiliser pour l'investissement industriel et infrastructurel.

L'industrialisation orientée vers la substitution des importations se distingue de l'industrialisation orientée vers l'exportation non pas par son lien avec la rente, mais par les mécanismes de la gestion de cette rente. Dans la version pure des exportations manufacturées basées sur la dévaluation, c'est la hausse des revenus des masses qui absorbe le surplus agricole. Par rapport aux prix agricoles, les prix relatifs des biens industriels montent comme résultat de la dévaluation. La rente, dans l'agriculture, disparaît comme défi de gestion car elle compense l'expansion de l'emploi dont les coûts montent par rapport aux revenus externes dans le secteur exportateur. Cette rente est canalisée par le marché vers les ménages à revenus moyens. Par sa valeur financière, elle bénéficie aux travailleurs supplémentaires dans le secteur exportateur mais aussi aux consommateurs des pays industrialisés par l'amélioration de leurs termes de l'échange.

La mondialisation est constituée par l'intégration de pays peu productifs dans la division internationale du travail à travers l'utilisation d'une rente pour la subvention de leurs coûts salariaux. Cette stratégie implique des coûts pour les pays exportateurs de produits manufacturés et promet en échange une dynamisation de leurs économies. Le mode de régulation inefficace de la société bureaucratique de développement et de ses classes-Etat est remplacé par le mécanisme marchand, au prix du transfert d'une partie de la valeur localement produite vers les pays industriellement avancés.

Tous les pays qui se sont engagés dans cette stratégie ont essayé de limiter ce transfert. Ils ont essayé de limiter le taux de dévaluation en encadrant l'orientation vers l'exportation des produits manufacturés par des politiques industrielles financées à partir de rentes. L'étonnement démontré par la publication de la Banque Mondiale<sup>13</sup> sur le miracle Est-asiatique, quant à l'importance de l'Etat dans la stratégie d'industrialisation par l'exportation de produits manufacturés, est preuve de l'absence de prise en compte de l'importance et du contenu politico-économique de la dévaluation pour cette stratégie.

---

<sup>13</sup> Page, John et al.: *The East Asian Miracle. Economic Growth and Public Policy* (Washington: Banque mondiale, 1993); pp. 83 ff.

En défendant l'option d'une industrialisation du monde arabe avec l'argument que la dépendance technologique peut être surmontée dans le cadre de cette même stratégie, nous montrerons comment cette option peut être utilisée pour une politique de remontée des filières qui permet le rattrapage technologique.

Par ailleurs, le caractère rentier de la mondialisation se répercute de plus en plus sur les pays industriels avancés. Ils réagissent à la nouvelle compétitivité du Tiers-Monde par des politiques d'innovation technologique. Ce sont des politiques industrielles plus ou moins sectorielles qui visent à atteindre des monopoles technologiques temporaires et qui sont financées par des subventions étatiques. Celles-ci favorisent des comportements rentiers, dont le contrôle devient l'objet d'études de management et de réformes administratives dans tous les pays industriels avancés. Le refus de parler du caractère inévitable de la rente et donc de la nécessité de sa gestion a donné naissance au discours sur la gouvernance qui excelle par son manque de précision et par la recherche systématique d'éviter l'économie politique ambiguë de la rente<sup>14</sup>.

### **L'ENRACINEMENT DE L'IDEOLOGIE RENTIERE DANS LES THEORIES DU CAPITALISME, DE L'IMPERIALISME ET DU DEVELOPPEMENT.**

Certains aspects de l'histoire de la pensée économique relative à l'accumulation du capital, la croissance et les effets du commerce international expliquent les difficultés à saisir l'importance de cet échange de valeur exportée contre un mécanisme de régulation importé.

Cet échange entre valeur produite et mécanisme régulateur caractérise l'intégration des pays sous-développés dans la division internationale du travail par l'exportation de produits manufacturés.

Il y a d'abord la conviction inébranlable que le développement industriel dépend de l'accumulation de capital. Or ce développement dépend toujours, et non seulement dans l'ère du savoir que l'on nous décrit comme contemporaine et radicalement nouvelle de l'amélioration des connaissances et non pas de l'accumulation de stock de capital, qui ne demande pas plus de travail que la construction du

---

<sup>14</sup> Elsenhans, Hartmut: «The Political Economy of Good Governance», in: *Journal of the Developing Societies*, 17, 2 (2001); pp. 33-56.

stock précédent. On produit de plus en plus de valeurs d'usage avec des biens d'équipement qui incorporent une même quantité de travail. Ceci se traduit par un coefficient de capital et une productivité du capital relativement stable<sup>15</sup>.

Le progrès technique explique la hausse de la productivité totale des facteurs sans augmentation du coefficient de capital. Les améliorations non incluses dans la valeur du capital accumulé se traduisent par la dévalorisation du capital constant de Marx. Ces améliorations ont été admises par Marx comme tendances qui contrecarrent la hausse de la composition organique du capital<sup>16</sup>. Okishio et bien avant lui Bortkiewicz<sup>17</sup> avaient montré que ce sont ces tendances qui font que la baisse tendancielle du taux de profit, explication essentielle de Marx pour l'écroulement nécessaire du capitalisme, ne peut pas s'imposer en régime capitaliste mais uniquement dans un régime d'économie planifiée où la compétition est supprimée, ce qui rend viable l'investissement non compétitif<sup>18</sup>.

Dès que l'investissement non compétitif au moins dans le court terme est admis, la disponibilité de ressources financières pour l'investissement peut devenir un problème. A la base de l'investissement planifié dans les économies de type soviétique, ceci a donné naissance à une baisse de la productivité du capital<sup>19</sup> qui a mené

---

<sup>15</sup> Kendrick, John W.: *Productivity Trends in the United States: A Study by the National Bureau of Economic Research* (Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1961); p. 166. Bicanic, Rudolf: «The Threshold of Economic Growth», in: *Kyklos*, 15, 1 (1962); pp. 7-28. Mayor, Thomas: «The Decline of the United States Capital-Output Ratio», in: *Economic Development and Cultural Change*, 16, 4 (juillet 1968); p. 498. Fellner, William: «Appraisal of the Labour-Saving and Capital Saving Character of Innovations», in: Lutz, F.A.; Hague, D.C. (éd.): *The Theory of Capital. Proceedings of a Conference Held by the International Economic Association* (Londres; New York: Macmillan; St.Martins Press, 1961); pp. 58-74. Gillman, Joseph Moses: *The Falling Rate of Profit; Marx's Law and Its Significance to Twentieth-Century Capitalism* (Londres: Dobson, 1957).

<sup>16</sup> Marx, Karl: *Das Kapital*. MEW25 (Berlin: Dietz, 1972) ; p. 239.

<sup>17</sup> Okishio, Nobuo: «Technical Changes and the Rate of Profit», in: *Kobe University Economic Review*, 1 (1961); pp. 85-90. Bortkiewicz, Ladislaus von: «Wertrechnung und Preisrechnung im Marxschen System, 3. Teil», in: *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 25, 2 (1907); pp. 455-459.

<sup>18</sup> Brus, Włodzimierz: *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste* (Paris: Maspéro, 1970); p. 157. Matho, Fred: *Ware-Geld=Beziehungen im Neuen Ökonomischen System. Lektionen der Parteihochschule <Karl Marx> beim ZK der SED* (Berlin: Dietz, 1965); p. 25.

<sup>19</sup> Bajt, Alexander: «Investment Cycles in European Socialist Economies: A Review

à la crise finale du socialisme de type soviétique<sup>20</sup>.

La justification théorique de l'investissement non rentable a consisté dans la soi-disant loi de la croissance disproportionnée du département I<sup>21</sup> établi par Lénine dans ses écrits sur le développement du capitalisme en Russie<sup>22</sup>. C'est, à ma connaissance, seulement dans l'économie la plus avancée du bloc soviétique, la République Démocratique Allemande, que cette soi-disant loi a été sérieusement critiquée<sup>23</sup>.

Les stratégies d'industrialisation par la substitution des

---

Article», in: *Journal of Economic Literature*, 9, 1 (1971); p. 61. Bergson, Abram: «Communist Efficiency Revisited», in: *American Economic Review*, 82, 2 (mai 1992); pp. 26-30. Bergson, Abram: «Development under Two Systems: Comparative Productivity Growth Since 1950», in: *World Politics*, 23, 4 (juillet 1971); pp. 579-617. Easterly, William; Fischer, Stanley: «The Soviet Economic Decline», in: *World Bank Economic Review*, 9, 3 (septembre 1995); pp. 341-371. Myant, Martin: *The Czechoslovak Economy 1948-1988. The Battle for Economic Reform. Soviet and Eastern European Studies* (Cambridge: Cambridge University Press, 1989); pp. 223 f. Obst, Werner: *Reiz der Idee - Pleite der Praxis. Ein deutsch-deutscher Wirtschaftsvergleich* (Zurich: Interform, 1983); p. 63. Feiwel, George R.: *Poland's Industrialization Policy: A Current Analysis. Sources of Economic Growth and Retrocession* (New York: Praeger, 1971); p. 470.

<sup>20</sup> J'ai décrit cela comme exploitation par inefficacité déjà en 1981, Elsenhans, Hartmut: *State, Class and Development* (New Delhi; Londres; Columbia, Mo.: Radiant; Sangam; South Asia Books, 1996); p. 144, fn. 90. Elsenhans, Hartmut: «The Rise and Fall of Really Existing Socialism», in: *Journal of Social Studies*, 87 (janvier-mars 2000); pp. 1-16.

<sup>21</sup> Chandra, N. K.: «The Law of Priority Development of Producers Goods», in: *Artha Vijnana*, 10, 3/4 (septembre-décembre 1968); pp. 522-538. Hinkelammert, Franz Josef: *Der Wachstumsprozess in der Sowjetwirtschaft. Eine Untersuchung der Produktionsstruktur, des Lenkungsprozesses und des Volkseinkommens* (Berlin: Duncker & Humblot, 1961); p. 18.

<sup>22</sup> Lenin, Vladimir Ilyich: *The Development of Capitalism in Russia* (Moscou: Progress Publishers, 1956); p. 54. Lenin, Vladimir Ilyich: *A Characterisation of Economic Romanticism* (Moscou: Progress Publishers, 1951); p. 32.

<sup>23</sup> Bartl, Wilhelm; Luck, Herbert: «Zu den Beziehungen zwischen den Investitionen und dem Wachstum des gesellschaftlichen Gesamtprodukts sowie des Nationaleinkommens», in: *Wirtschaftswissenschaft*, 9, 6 (juin 1961); p. 1500. Reichenberg, Rudolf: «Zur Diskussion über das Gesetz der vorrangigen Entwicklung der Produktionsmittelproduktion im Sozialismus», in: *Wirtschaftswissenschaft*, 15, 11 (novembre 1967); pp. 1775-1786. Barthel, Wilfried; Karbstein, Werner: «Zur Diskussion über einige neue Aspekte in der Beurteilung der Wachstumsrelationen zwischen gesellschaftlichem Gesamtprodukt und Nationaleinkommen sowie zwischen Abteilungen I und II», in: *Wirtschaftswissenschaft*, 15, 2 (février 1967); pp. 198-222.

importations dans le Tiers-Monde ont été également caractérisées par l'investissement planifié. Ici, le processus d'accumulation ne dépend pas d'un changement dans la distribution de la main-d'œuvre en faveur du département I, mais d'une hausse des ressources financières sous formes de devises afin d'acheter une valeur plus importante de biens d'équipement extérieurs. On assiste donc à la baisse de la productivité du capital<sup>24</sup> sans hausse concomitante de l'emploi qui a caractérisé les régimes du socialisme réel. Quand la nécessité de diversifier l'économie par l'industrialisation a été ressentie afin d'épargner des devises jusqu'alors consacrées à des importations, le problème du financement de l'importation des biens d'équipement s'est manifesté. C'est à partir d'ici que l'argumentaire sur la détérioration des taux de change commence à être avancé<sup>25</sup>. La présentation des pays d'Amérique Latine comme riches («riche comme un Argentin»)<sup>26</sup> fait place à leur présentation comme pays sous-développés en raison des bas prix de leurs matières premières<sup>27</sup>.

Cette vision va en s'intensifiant avec les succès limités de l'industrialisation tournée vers la substitution des importations. Celles-ci s'orientent vers la substitution de ce qui jusqu'alors a été importé. Etant donné l'importance de l'exportation de matières premières et donc de rentes foncières, différentielles et de consommateurs qui ont

---

<sup>24</sup> Ikonicoff, Moïses: «Concentration du revenu - Grandes firmes multinationales et modèle de développement en Argentine», in: *Tiers Monde*, 15, 58 (avril-juin 1974); p. 337. Pickett, James; Robson, R.: «A Note on Operating Conditions and Technology in African Textile Production», in: *World Development*, 5, 9/10 (septembre-octobre 1977); p. 881. Simonis, Udo Ernst: «A Development Strategy for the 1990s», in: *Mer-économies*, 25, 3 (mai-juin 1990); p. 112. Chakravarty, Sukhamoy: «Aspects of India's Development Strategy for 1980s», in: *Economie and Political Weekly*, 19, 20/21 (mai 1984); p. 845.

<sup>25</sup> Manoïlesco, Mihail: *Théorie du protectionnisme et de l'échange international* (Paris: Marcel Giard, 1929); pp. 75 ff. Sikkink, Kathryn: «The Influence of Raul Prebisch on Economic Policy-Making in Argentina, 1950-1962», in: *Latin American Research Review*, 23, 2 (été 1988); pp. 91-114.

<sup>26</sup> Clairmonte, Frederick E.: «Prebisch and UNCTAD - The Unravelling Myths», in: *Raw Materials Report*, 5, 2 (1987); p. 22.

<sup>27</sup> Sieber, Hans: *Die realen Austauschverhältnisse zwischen Entwicklungsländern und den Industriestaaten. Eine Verifizierung der Thèse Prebischs* (Tiibingen; Zurich: J.C.B. Mohr; Polygraphischer Verlag, 1968). Prebisch, Raul: «The Economic Development of Latin America and its Principal Problems», in: *Economie Bulletin for Latin America*, 7, 1 (février 1962); pp. 1-22.

été liés à ces productions et vu l'inégalité de la distribution des terres et d'autres facteurs naturels de production, de même que des revenus, les importations de produits manufacturés sont déterminées par la diversification de la gamme des produits par rapport aux valeurs importées et par des quantités limitées de produits identiques. La composition des importations n'est pas déterminée par la consommation de masse.

La substitution des importations par la production locale pourrait certes mener au lancement de la consommation des masses internes, si l'augmentation de l'emploi conduisait au plein emploi. En ce cas, la raréfaction du facteur travail lancerait le mécanisme thématé par la théorie néoclassique: à cause de la rareté des travailleurs, leurs revenus doivent monter jusqu'au niveau de leur produit marginal. Cette raréfaction est exclue du fait de la dépendance de la croissance industrielle à l'importation de biens d'équipement.

Le sous-développement s'aggrave sur les deux plans : le sous-emploi perdure et s'intensifie tandis que des hausses de la productivité sectoriellement limitées donnent lieu à de nouvelles possibilités d'accaparement de rente, pourvu que la compétition soit réglementée ou rendue inopérante.

Puisque le maintien de la consommation de luxe des élites dépend des bons termes de l'échange, soit pour la facilitation de l'importation directe des biens de consommation de luxe, soit en rendant possible leur production locale dans des unités de production inefficaces à cause de séries de production trop limitées, les classes aisées se rangent derrière la théorie de la causalité entre le sous-développement et la détérioration des termes de l'échange qui peut rassembler l'ensemble des forces politiques dans les pays du Tiers-Monde. Elle devient le cri de bataille du Sud dans le conflit sur l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial.

Le refus de la dévaluation et de termes de l'échange défavorables s'explique par le désavantage comparatif de toute économie en retard dans la construction de biens d'équipement pour une filière déjà existante. C'est dans la construction des biens d'équipement que le progrès technique invisible, la production de connaissances, est réalisé. Ce progrès est transféré sur les utilisateurs de biens d'équipement où qu'ils se trouvent<sup>28</sup>. Les utilisateurs de ces biens

---

<sup>28</sup> Elsenhans, Hartmut: «Rent and Technology Distortion: The Two Cul-de-Sac of

d'équipement ont donc un désavantage comparatif dans la construction de ces machines, s'ils ne se trouvent pas déjà à la pointe du progrès technique.

Pour un pays industriel de pointe, une baisse de ses termes de l'échange qui résulte de la baisse de ses coûts de production va lui permettre de transformer des avantages comparatifs dans de nouvelles filières en expansion à la fois en augmentation des exportations de produits finaux et de la production sur son territoire des biens d'équipement. Pour un pays qui ne se trouve pas à la pointe du progrès technique, il y a avantage comparatif dans l'utilisation de biens d'équipement, qui va devenir compétitif sur le marché mondial par la dévaluation, afin de transformer des avantages comparatifs dans l'utilisation des biens d'investissement importés en avantages compétitifs, sans libérer ce pays de la dépendance technologique. L'exemple de la Corée cité plus haut montre qu'il faut un effort étatique constant pour transformer une avance sur le marché mondial dans une filière de production finale en réduction de la dépendance technologique. Un des problèmes des pays pétroliers consiste dans le fait que les équipements dans cette filière sont beaucoup plus complexes que les équipements dans les filières avec lesquelles l'industrialisation orientée vers l'exportation de produits manufacturés normalement commence<sup>29</sup>.

La montée du keynésianisme est liée avec l'idée de la centralité de l'investissement pour la croissance. Cette idée est largement acceptée en raison d'un malentendu dans les champs économiques dominants. Keynes propose en cas de crise le lancement des dépenses publiques d'investissement afin de créer la demande, non pas afin d'augmenter l'offre. A la différence de la théorie néoclassique, les dépenses d'investissement de ce type ne visent pas à encourager la production par la hausse de la productivité. En mentionnant la possibilité de

---

State Correction and Market Orientation in IAC and IBC », in: *Journal of the Third World Spectrum*, 6, 1 (automne 1999); pp. 39-42. Elsenhans, Hartmut: «Renten in der exportorientierten Industrialisierung: Zur notwendigen und widerspruchsvollen Rolle des Staats», in: Gartner, Peter (Ed.): *Staatlichkeit im Epochenbruch? Antworten aus der Perspektive des Südens und Ostens* (Hambourg: Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv, 2001); pp. 256-266.

<sup>29</sup> Sid Ahmed, Abdelkader: «Pétrole et développement: Le cas algérien», in: *Maghreb Review*, 7, 3/4 (mai-août 1982); p. 57.

construire des pyramides<sup>30</sup>, Keynes propose explicitement la production inutile ne servant qu'à rétablir d'une part la demande, d'autre part l'emploi. En créant un niveau de demande qui ne peut être satisfaite qu'en cas de plein emploi, le mécanisme de croissance de la théorie néoclassique est rétabli : hausse des revenus des masses, en parallèle avec la hausse de la productivité à cause de la rareté du travail.

Dans les pays industriels, le malentendu peut être passé sous silence: le temps de gestation d'un investissement nouveau implique la création d'emploi sans augmentation simultanée de l'offre de biens de consommation, ce qui permet d'augmenter les taux d'utilisation des capacités de production de biens de consommation, notamment dans les modèles de type Harrod-Domar<sup>31</sup>. L'investissement qui réduira les coûts de production et donc les revenus payés aux facteurs de production peut contribuer à la hausse de la demande immédiate par rapport aux capacités de production disponibles dans le court terme, même si dans le long terme cet investissement contribue à une hausse plus que proportionnelle des capacités de production. Rien n'exclut que dans ce long terme la réapparition du plein emploi conduise à une relance plus que parallèle de la demande de consommation.

Dans les pays qui dépendent de l'importation de biens d'équipement, le malentendu entre Keynes et la théorie néoclassique n'est pas admissible. La simple expansion des dépenses, soit de consommation, soit d'investissement non productif, ne conduira pas à l'augmentation du taux d'utilisation des capacités de production et à l'entraînement de l'investissement productif. La main-d'œuvre n'attend pas à être embauchée dans des usines déjà prêtes à produire si une demande suffisante existe. Il faut équiper d'abord cette main-d'œuvre. Dans la plupart des cas, les capacités de production locales de biens d'équipement n'existent pas ou sont limitées<sup>32</sup>.

---

<sup>30</sup> Keynes, John Maynard: *The General Theory of Employment, Interest and Money. The Collected Writings of John Maynard Keynes* (Cambridge University Press: Macmillan, 1973); p. 220.

<sup>31</sup> Sherman, Howard J.: *Macroeconomic Dynamics. Growth, Employment and Prices* (New York: Appleton-Century-Crofts, 1964); p. 64. Paulsen, Andréas: *Allgemeine Volkswirtschaftslehre* (4): *Gesamtbeschäftigung, Konjunktoren, Wachstum* (Berlin: Walter de Gruyter, 1965); pp. 136-140.

<sup>32</sup> Raup, Philip M.: «Land Reform and Agricultural Development», in: Southworth, Herman M.; Johnston, Bruce F. (Ed.): *Agricultural Development and Economic Growth* (Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1967); p. 275. Vakil, C.N.;

La révolution keynésienne ne peut être appliquée à des économies sous-développées que sous les formes d'un plaidoyer pour l'économie planifiée où des filières pas encore rentables, puisque pas encore intégrées dans un tissu industriel doivent être lancées par une coordination des investissements sur le plan macro-économique. La révolution keynésienne dans les pays sous-développés prend la forme de la théorie économique de la modernisation, qui implique une centralisation des ressources de financement des investissements, la hausse de ces ressources par l'accaparement de la rente et la canalisation de ces sources vers de nouvelles filières. Rosenstein-Rodan et Nurkse montrent les rationalités économiques de la création d'ensembles industriels intégrés et Hirschmann les problèmes de gestion, qui l'amènent à proposer la croissance non balancée<sup>33</sup>. La centralisation des surplus financiers et leur affectation à des filières nouvelles implique la constitution d'une classe centralisée de décideurs, qui sont libérés du contrôle du marché dans leurs décisions sur l'affectation du surplus financier.

En raison de la faiblesse des ressources des organisations non étatiques et non gouvernementales, donc finalement de la société civile, le contrôle démocratique de cette classe de décideurs tourne rapidement à la cooptation de clientèles plus au moins organiques de ces gestionnaires de rente.

La contradiction dans les comportements de telles classes-Etats entre la nécessité de se légitimer et leur nécessaire tendance vers l'accaparement de privilèges pour soi-même ont été l'objet de mon analyse des classes-Etat administrant un mode de production spécifique, que j'appelle la société bureaucratique de développement<sup>34</sup>.

---

Brahmananda, P.R.: *Planning for an Expanding Economy: Accumulation, Employment and Technical Progress in Underdeveloped Countries* (Bombay: Vera, 1956); p. 219. Ardant, Gabriel: « Financial Policy and Economic Infrastructure of Modern States and Nations », in: Tilly, Charles (Ed.): *The Formation of National States in Western Europe* (Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1975); p. 239.

<sup>33</sup> Hirschman, Albert O.: *The Strategy of Economic Development* (New Haven, Conn.: Yale University Press, (1958). Nurkse, Ragnar: *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries* (New York: Oxford University Press, 1953). Rosenstein-Rodan, P.N.: « Problems of Industrialization of Eastern and South Eastern Europe », in: *Economic Journal*, 53, 210 (juin-septembre 1943); pp. 202-211.

<sup>34</sup> Elsenhans, Hartmut: *State, Class and Development* (New Delhi; Londres;

Pour ces classes, la contrainte est constituée par les ressources financières disponibles. Ces classes maintiennent leur dépendance de rentes extérieures et abolissent rarement la base de cette dépendance de l'importation des biens d'équipement.

La dévaluation implique une baisse de la valeur nationale du travail par rapport au travail dans d'autres pays. Il faut admettre que les mêmes quantités de travail, et bien des fois du travail à qualification égale, s'échangent à des prix très différents. Plus un pays est exposé à l'effet de démonstration du fait de la communication au niveau international, plus cette entorse à l'économie morale est ressentie. Des facteurs de blocage psychologique s'ajoutent à cette impréparation théorique.

En plus il faut se libérer de l'idée selon laquelle les entrepreneurs eux-mêmes seraient favorables au profit comme catégorie de surplus à approprier dans des conditions de compétition par rapport à la rente, qui est toujours basée sur les éléments monopolistiques. Les entrepreneurs sont intéressés par les gains financiers. Si c'est par le monopole, ils vont préférer le monopole. Il n'existe pas d'entrepreneurs, qui par vocation idéologique, imposeraient la compétition là où ils peuvent l'éviter. Les expériences d'industrialisation par l'exportation de produits manufacturés contiennent bien des exemples caractérisés par des imperfections du marché et des structures économiques et politiques dominées par des rentes, comme cela été mis en évidence après la crise financière asiatique en 1997<sup>35</sup>.

Les pays du Sud souffrent d'un héritage lourd de l'idéologie de la nécessité de termes de l'échange favorables afin de financer l'accumulation. Ce n'est qu'acculé à la perspective de l'absence de ressources disponibles que la plupart d'entre eux se verront prêts à la dévaluation. Cette solution ne va pas sans risques politiques importants.

## **LES DIFFICULTES DU MONDE ARABE ET AFRICAIN A**

---

Columbia, Mo.: Radiant; Sangam; South Asia Books, 1996); pp. 201-202.

<sup>35</sup> Wade, Robert: «From < Miracle > to < Cronyism >: Explaining the Great Asian Slump», in: *Cambridge Journal of Economics*, 22, 6 (novembre 1998); pp. 693-706. Baer, Werner; Miles, William R.; Moran, Alan B.: «The End of the Asian Myth: Why Were the Experts Fooled», in: *World Development*, 27, 10 (octobre 1999); p. 1744.

## **S'ENGAGER DANS L'EXPORTATION DE PRODUITS MANUFACTURES.**

La solution de la dévaluation pour transformer des avantages comparatifs en avantages compétitifs est à la portée des pays qui disposent de surplus agricoles suffisants afin de pouvoir accepter l'augmentation de l'emploi sans devoir bénéficier de recettes supplémentaires pour payer l'ensemble des salaires additionnels à distribuer.

Les PSM sont caractérisés par des surfaces agricoles utiles limitées, des rendements faibles en céréaliculture, et des déficits alimentaires importants. Les surfaces agricoles utiles limitées ne demandent d'autre commentaire que le renvoi à l'importance des zones désertiques. L'Algérie utile sur le plan agricole doit supporter proportionnellement une population plus importante que la France, et comprend des zones arides comme les hauts plateaux et des zones montagneuses dans une proportion beaucoup plus importante. La richesse agricole dépend de l'apport de l'eau en provenance de l'extérieur, par exemple l'Egypte, grâce au Nil.

Les rendements<sup>36</sup> sont faibles avec (en 2002) 21,7q/ha en Afrique du Nord et 20,7q/ha au Moyen Orient, à comparer avec 56,6q/ha en Europe, 48,9q/ha en Chine et encore 22,2q/ha en Inde. Ces rendements sont particulièrement faibles au Maghreb avec 10 à 12q/ha, la moyenne élevée pour l'Afrique arabe étant due surtout à l'Egypte(71q/ha). Tous les pays arabes qui bordent la Méditerranée connaissent des déficits céréaliers importants, Maroc 51%, Algérie 71%, Tunisie 74%, Egypte 33%, Libye 91%, Jordanie 98%, Liban 84%, seule la Syrie étant excédentaire (106%).

Les pays qui ont réussi à devenir des exportateurs de produits manufacturés sont ou ont été au moment de leur décollage caractérisés par l'autosuffisance alimentaire en céréales: Corée du Sud (1961) 100%, Malaisie (1980) 48%, mais proche de sources d'approvisionnement, comme la Thaïlande, Indonésie (1990) 92,6%, Chine (1990) 100%, ou des surplus comme la Thaïlande 154 % et le Vietnam 123% (2002). Ces surplus diminuent au cours de la diversification de l'industrialisation, comme c'est le cas de la Corée ou la consommation alimentaire a triplé depuis 1961 tandis que la production a stagné. Néanmoins ce processus est long. Malgré des

---

<sup>36</sup> [www.faostat.fao](http://www.faostat.fao).

niveaux de vie en amélioration, la consommation locale de céréales de la Chine a augmenté seulement de 5% entre 1990 et 2002, mais la production a elle aussi stagné. De même, l'Afrique subsaharienne dépend pour sa consommation de céréales à 25% d'importations. Le faible surplus céréalier des campagnes implique une dépendance quasi totale des villes d'importation céréalières, et donc une dépendance quasi-totale de toute l'industrialisation orientée vers l'exportation de produits manufacturés, aux prix des céréales sur le marché mondial.

Certes, on peut penser que les faibles rendements céréaliers du monde arabe pourraient être améliorés par l'introduction de la «révolution verte». Les faibles moyennes indiennes, où la «révolution verte» a eu de beaux succès, mais où les rendements restent bas dans les zones non irriguées, mettent pourtant en évidence le facteur essentiel: le manque d'eau dans le monde arabe.

De ce point de vue, malgré les rendements encore inférieurs de l'Afrique subsaharienne, celle-ci peut être considérée comme jouissant de meilleures perspectives dans le long terme. En Afrique subsaharienne, le lancement des variétés à rendement élevé n'a pas encore réussi. Le développement des organismes génétiquement modifiés (OGM) accéléra et augmenta la modification génétique poursuivie depuis longtemps par les instituts de recherche agricoles et de manière moins systématique par les agriculteurs du monde entier, certes par des méthodes moins sophistiquées et plus naturelles que celles poursuivies par la biotechnologie moderne. Il n'est pas possible d'arriver à des résultats similaires pour le monde arabe, puisque même les biotechnologies ne peuvent pas dépasser la dépendance de la vie, et surtout de la vie des plantes immobiles à la présence de l'eau. La captation de l'eau ou l'irrigation artificielle allant jusqu'à l'hydroponique est et restera chère<sup>37</sup>.

Il est, d'une part, peu probable que le monde arabe pourra avoir accès à une mondialisation par l'exportation de produits manufacturés qui conduirait à la raréfaction de la main *d'œuvre*.

Par conséquent, même des succès dans l'amélioration de la productivité dans les filières de l'industrie manufacturière ne peuvent

---

<sup>37</sup> Dequin, Horst F.E.: «Gibt es noch freie Landreserven, die durch Kolonisation zu erschließen sind? Sozioökonomische Probleme bei der Nutzung der Landreserven in feuchten Tropen und ariden Gebieten der Dritten Welt», in: Elsenhans, Hartmut (Ed.): *Agrarreform in der Dritten Welt* (Francfort sur le Main; New York: Campus, 1979); pp. 142-144.

se traduire par un élargissement rapide de ce secteur sans politique industrielle qui utiliserait certaines rentes à dégager dans les filières qui réussissent. Le monde arabe continuera à devoir affronter les systèmes de la rente, et ceci d'autant plus que la rente pétrolière ne cessera d'augmenter à l'avenir avec la mise en production de pétroles non conventionnels (schistes et sables bitumeux), énergies renouvelables, nouvelles utilisations du charbon et autres, qui n'entreront en compétition avec le pétrole qu'en cas de hausse des prix énergétiques.

D'autre part, dans un monde caractérisé par la généralisation du mode de production capitaliste à la suite de la mondialisation, le monde arabe restera dépendant d'importations de denrées alimentaires. L'Europe, sa voisine bien irriguée et riche en végétation, maintiendra son avantage comparatif dans la production alimentaire. Etant donné la faible dynamique de l'emploi dans le secteur pétrolier, le monde arabe ne pourra pas éviter de payer ses importations de denrées alimentaires par des produits manufacturés.

Rendre accessible la spécialisation sur des produits manufacturés ne constituera une distorsion des prix qu'à court terme. Si l'on suppose des conditions écologiques demeurées stables depuis la révolution néolithique, le monde arabe a un avantage comparatif dans la production manufacturière et non dans l'agriculture.

Le mythe de l'Afrique du Nord, grenier de l'Empire romain, est dû à des surplus céréaliers de certaines plaines au Nord de l'Atlas et aux coûts élevés du transport par terre par rapport au transport par mer, donc au coût faible de la captation des surplus pour les ramener par voie de mer vers Rome.

### **MOBILISER LES SURPLUS AGRICOLES EUROPEENS POUR RENDRE POSSIBLE LA MONDIALISATION DU MONDE ARABE.**

La solution proposée consiste à rendre possible l'avantage comparatif des pays arabes du Sud de la Méditerranée hors pétrole (en raison du caractère limité de cette ressource) transformé en avantage compétitif par la baisse artificielle des coûts de base de la main *d'œuvre* locale. En ouvrant au monde arabe l'accès à un surplus agricole à bas prix en devises, celui-ci sera mis dans une situation similaire à celle dont ont joui les nations «dragons» de l'Est et du Sud-est asiatique avec l'augmentation des rendements des rizières à la suite de la «révolution verte».

L'Europe occidentale ne dispose certes pas de l'agriculture la plus favorisée du monde étant donné les conditions écologiques. Ce n'est pas un hasard si les riches surplus agricoles des pays subtropicaux ont donné naissance à des civilisations splendides et millénaires avant la poussée démographique et agricole de l'Europe non méditerranéenne. Néanmoins, il est aussi vrai que bien irriguée en eau par les pluies, cette Europe du Nord dispose de conditions extrêmement favorables à l'agriculture, ce qui a permis l'augmentation décentralisée des rendements par des paysanneries en association avec des seigneurs locaux faibles et souvent, sur le plan politique, en opposition avec les échelons supérieurs de la seigneurie et des féodalités. Voilà la raison principale des spécificités des régimes précapitalistes européens du Moyen-Âge, appelés généralement féodalisme.

L'UE est caractérisée par une politique agricole qui conduit à des surplus. Ces surplus sont financés par le budget de l'UE. Leur gestion occasionne des coûts supplémentaires.

Malgré les différentes réformes de la politique agricole commune de l'UE, la politique agricole reste un élément clé de l'intégration politique conçue dans les années 1950 à base des modèles Fourastié et Clark<sup>38</sup>. Sur le changement de la composition sectorielle de la production dans le processus de développement économique (l'agriculture perdant de l'importance au profit d'abord de l'industrie, puis des services), la politique agricole commune a servi comme pièce essentielle d'une redistribution des revenus entre ceux des membres de la Communauté européenne qui bénéficiaient de l'expansion des marchés pour leurs produits industriels et ceux de ces membres qui devaient espérer bénéficier des transferts de revenus afin de créer des marchés régionaux sur lesquels le rattrapage de leurs industries pouvait être organisé.

Malgré toutes les critiques, cette conception a permis de ralentir l'exode rural et de réaliser une convergence entre les membres de la Communauté autour de l'axe privilégié qui constitue le centre de l'Europe non méditerranéenne, qu'est le Rhin et l'accès aux parties Nord de l'Europe méditerranéenne de la Catalogne à la plaine de

---

<sup>38</sup> Clark, Colin S.: *The Conditions of Economic Progress* (Londres: Macmillan, 1957).  
Fourastié, Jean: *Productivity, Prices and Wages* (Paris: European Productivity Agency of the Organisation for European Economic Coopération, 1957).

l'Italie du Nord. Puisque la politique agricole commune est une pièce maîtresse pour les équilibres politiques internes d'un certain nombre d'Etats importants de l'UE, on peut considérer que la production de ce surplus ou le financement de compensations pour la réduction de la production agricole continueront à être payés à partir des budgets de l'UE et peut-être de ses Etats-membres.

Il est donc permis de considérer qu'une cession des surplus agricoles à leurs points de collecte et de stockage ne comportera pas de coûts supplémentaires pour les budgets de l'UE et de ses Etats-membres. Etant donné les distances réduites en Europe, les frais de transport peuvent être considérés comme peu supérieurs aux frais de collecte que des pays tels ceux de l'Est asiatique doivent dépenser afin d'acheminer les surplus céréaliers des régions excédentaires vers les régions déficitaires. Le seul élément de coût additionnel par rapport à la production locale de surplus est constitué par le transport par mer.

Il est légitime de demander le paiement de ces coûts aux pays du Sud de la Méditerranée, qui pourraient trouver le moyen d'aménager les pétroliers vides revenant d'Europe en bateaux polyvalents et d'additionner ces coûts supplémentaires aux coûts de transport du pétrole. Ceci permettrait de lancer une industrie maritime sur la base de ce nouveau type de bateaux.

Avec une légère contribution de la rente pétrolière pour le lancement de pétroliers plus coûteux, on peut envisager la livraison des surplus céréaliers européens dans les ports des pays du Sud de la Méditerranée à des coûts correspondant à leur coût de transport terrestre en Europe qui ne contiennent pas de coûts de production de ces denrées. Ces surplus peuvent être livrés aux consommateurs en ajoutant les coûts terrestres de transport que tous les autres concurrents dans l'exportation de produits manufacturés doivent également assumer et faire payer à leurs consommateurs. Ne devant plus payer des coûts de production de céréales élevés, les pays du Sud de la Méditerranée pourront procéder à la dévaluation massive du coût international de leur main-d'œuvre au dessous de la parité de pouvoir d'achat.

Pour les économies européennes, un tel transfert ne coûtera pas plus cher que la politique agricole commune, mais résoudra le problème du manque de capacités de dévaluation des pays du Sud de la Méditerranée. Pour ceux-ci, ces transferts constitueraient donc la base de leur insertion dans la mondialisation à base de bas prix

internationaux de leur main-d'œuvre.

## **LES INTERETS DE L'EUROPE A SUBVENTIONNER L'EXPORTATION DE PRODUITS MANUFACTURES PAR LES PAYS DU SUD DE LA MEDITERRANEE PAR SES PROPRES SURPLUS CEREALIERS**

Il y a trois catégories d'intérêt de l'Europe dans le développement industriel par l'exportation de produits manufacturés vers les PSM. Une telle perspective permet de maintenir le potentiel européen de production agricole dans une période de transition qui débouchera sur une spécialisation entre la rive Nord et la rive Sud de la Méditerranée où l'agriculture européenne deviendra un atout dans les exportations européennes. Si la transition des PSM vers le développement réussit, ces pays deviendront des marchés importants pour ces surplus agricoles. L'exemple récent de la hausse de la demande pétrolière de la Chine et de l'Inde indique que la théorie de la surabondance des matières premières en raison de l'évolution de la composition de la demande finale vers les produits industriels et les services, doit être révisée en cas d'accession de larges segments de population du Tiers - Monde à des niveaux de vie supérieurs. La transition des pays pauvres vers le développement par la mondialisation engendrera de nouvelles demandes pour beaucoup de matières premières, notamment des denrées alimentaires. A population comparable, la consommation céréalière de la Chine est presque le double de la consommation indienne.

La perspective esquissée sert les intérêts européens de maintenir des systèmes politiques stables dans les PSM, et cela avec plus d'efficacité économique que la libéralisation de l'immigration. Les différentes contributions sur la transition des régimes dictatoriaux et dirigistes sous la pression de couches émergentes d'entrepreneurs à la suite du déclin du modèle étatiste de développement, et les alliances plutôt temporaires et contradictoires entre entrepreneurs pieux et les marginalisés algériens de type hittistes montrent que ce sont l'augmentation des possibilités de croissance de ces entrepreneurs et l'augmentation de l'emploi qui fortement contribuent à l'intensification des orientations modérées dans ces mouvements même dans le cas de nouveaux mouvements politiques culturels identitaires.

La stratégie proposée permettra le lancement d'exportations bon marché de produits au moins initialement très intensifs en travail

simple. La faible complexité technologique mettra leur production à la portée de petites et moyennes entreprises. Celles-ci verront leurs marchés en expansion, d'une part à partir d'une dynamisation de la demande interne, d'autre part à cause de la surévaluation des monnaies étrangères et leurs faible prix internationaux. Les recettes en monnaie internationale sur leurs marchés internes inciteront ces petites et moyennes entreprises à rechercher systématiquement la possibilité d'exporter, source d'innovation notamment dans le domaine de la qualité, et génératrice d'efforts à assimiler des innovations étrangères que l'on peut d'autant mieux financer que l'on obtient de bons prix à l'extérieur par rapport aux coûts des facteurs de production internes.

Dans de larges secteurs de production à technologie moyenne, on pourra se passer de politiques étatiques de transfert ou de promotion de technologie, ce qui libérera des capacités de planification étatique toujours rares.

Le tissu industriel se verra renforcé, d'une part en raison des coûts de production par rapport aux prix mondiaux, d'autre part grâce à une plus grande égalité de distribution des revenus. Celle-ci est la conséquence immédiate du fait que la subvention accordée par le transfert de surplus agricoles peut uniquement servir à nourrir une population plus importante.

La consommation de luxe en situation d'inégalité de distribution des revenus ne peut se réaliser à des degrés en augmentation que si les surplus agricoles transférés sont utilisés pour nourrir des travailleurs supplémentaires qui travaillent pour cette consommation de luxe. L'observation de Félix<sup>39</sup> selon laquelle les pays asiatiques sont caractérisés par une plus grande tendance de leurs classes aisées à consommer des produits de luxe d'origine locale a probablement sa base économique dans le faible pouvoir d'achat, même des revenus de ces classes aisées, sur le marché mondial au moment du décollage de leurs pays par l'exportation de produits manufacturés. Par la dévaluation, les produits de luxe deviennent plus chers que les produits de luxe fabriqués localement.

La croissance du marché interne et des possibilités d'exportation des petites et moyennes entreprises conduira à une orientation de ces

---

<sup>39</sup> Félix, David: *Industrial Development in East Asia: What are the Lessons for Latin America*. Discussion Paper 84 (Genève: UNCTAD, 1994); p. 11.

entrepreneurs vers le marché. Ils ne chercheront plus en priorité la protection étatique. Les conflits sur la rente sont remplacés par des comportements qui visent à améliorer les conditions de production. Des jeux à somme nulle sont remplacés par des situations où tous les participants peuvent gagner (win-win-situations).

De même, l'emploi s'est avéré, dans toutes les crises du capitalisme à la fin du 19e et au cours du 20e siècle, être la source principale de l'intégration politique des marginalisés. Une personne ayant des perspectives raisonnables d'emploi n'a pas tendance à opter pour des perspectives extrémistes.

Mais l'avantage principal pour l'Europe réside dans sa capacité à délaissier les filières à productivité faible par rapport à ses concurrents d'Amérique du Nord et d'Asie au profit de technologies plus exigeantes et même de pointe. L'amélioration des termes de l'échange entre les industries de pointe et les industries moins dynamiques qui sont transférées dans les PSM crée de nouvelles possibilités d'augmentation des revenus des masses en Europe. L'Europe ne maintient plus d'excédents de sa balance commerciale par la production de biens anciens, qui pousse son propre taux de change vers le haut. Avec un taux de change plus faible par rapport à ses concurrents dans le monde industriel avancé, l'Europe peut se lancer plus facilement dans les filières de pointe et augmenter sa consommation dans ce secteur parce que jouissant de livraisons bon marché de produits plus simples de la part des PSM.

L'UE se transformera en Japon ou Etats-Unis à partir de la création d'une «Chine» continentale sur la rive Sud de la Méditerranée.

### **COMPATIBILITE DE LA SOLUTION PROPOSEE AVEC L'INTENSIFICATION DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE DES PAYS ARABES**

La stratégie proposée permettra l'intégration économique des pays arabes par le marché. L'ensemble des PSM est transformé en région à faibles coûts internationaux. La croissance des filières orientées vers l'exportation et vers le marché interne induira l'investissement local en amont et en aval. Une zone de libre-échange comprenant les PSM permettra à des innovateurs de placer leurs produits dans l'ensemble des PSM sans aucune intervention étatique et leur permettra l'abaissement des coûts par des économies d'échelle et la spécialisation inter-industrie. La dynamisation des différentes économies arabes par

l'exportation, à la différence de leur dynamisation par l'investissement public, permettra de lancer le processus d'intégration régionale par les mécanismes du marché, comme cela a été réussi en Europe, au lieu d'y procéder à partir de la rente, qui implique toujours des buts politiques autour d'elle.

## **LES OBSTACLES A SURMONTER**

Une politique d'exportations de produits manufacturés par le développement assisté se heurtera à trois obstacles. D'abord, cette politique implique une dépendance accrue du marché de l'UE. Ensuite, elle comporte l'échange inégal de valeur, dans l'exploitation, enfin elle apparaît au moins à ses débuts comme l'établissement durable de la spécialisation inégale.

Il est indéniable que l'exportation de produits manufacturés à faible complexité technologique conduit à une dépendance accrue, au moins temporaire, des destinations des exportations. La solution préconisée crée la condition d'une plus grande indépendance économique par la diversification industrielle seulement à moyen ou long terme. La stratégie préconisée admet la dépendance comme condition de surmonter le sous-développement. Elle utilise l'accès à des marchés extérieurs et à des technologies étrangères pour atteindre la diversification économique qui, seule, peut permettre l'indépendance économique.

De même, la dévaluation implique l'échange inégal, plus de quantités de travail, même de niveau comparable, incorporées dans les exportations des PSM par rapport à leurs importations de l'UE. Ceci est l'instrument même pour se lancer dans ses exportations. Les différences de prix de produits modérément compliqués, telle la bicyclette, nécessaires pour déloger les vendeurs établis, peuvent être importants. Les fabricants d'automobiles Kia et Proton ne pouvaient se constituer des clientèles dans les pays industriels avancés qu'en accordant des délais de garantie très longs et, de plus, en proposant des prix de vente très bas. Ainsi la dévaluation utilise consciemment la possibilité d'accepter l'échange inégal afin d'accéder au développement puisque celui-ci n'est pas le résultat des recettes à l'exportation mais de transformations à l'intérieur des sociétés afin de les rendre capables de profiter du mécanisme consommation de masse - création de progrès technique qui a permis l'épanouissement du capitalisme occidental et japonais. La stratégie proposée envisage

l'exploitation comme véhicule de la transformation économique suivant l'argument qu'il vaut mieux être exploité qu'être marginalisé.

L'indépendance accrue et l'exploitation intensifiée, d'ailleurs limitée par le transfert de surplus céréalier européen, ne sont justifiées que par la possibilité de lancer une industrialisation qui permettrait le rattrapage technologique. Dans certains aspects de la théorie marxiste, un tel processus est exclu. L'économie plus avancée reçoit les profits qui lui permettent d'investir dans des filières de pointe, qui assurent son avance et sa domination technologique. Les théories non-marxistes lui font écho avec l'argument que l'économie avancée peut et doit recueillir des profits élevés dus à son monopole technologique temporaire en technologies de pointe afin de renouveler la base de cette possession monopolistique par l'investissement. La théorie du commerce stratégique est la dernière formulation de cet axiome<sup>40</sup>. La théorie du cycle de production a cru pouvoir démontrer l'existence de hiérarchies stables dans la division internationale du travail<sup>41</sup>. La position de Marx de même que la théorie de l'impérialisme de Lénine s'accordent avec la théorie néoclassique pour soutenir une tendance à la convergence des niveaux de compétence technique<sup>42</sup>. Les salaires plus bas dans les économies moins avancées rendent ici l'investissement plus rentable à condition qu'il y ait possibilité de transfert technologique. Ceci est le cas si les entreprises elles-mêmes et non les travailleurs sont les détenteurs de savoir technologique qu'elles peuvent utiliser partout. L'évidence empirique est mixte: il y a des processus de rattrapage, notamment entre les pays industriels d'aujourd'hui, aux 19e et 20e siècles, mais aussi entre les pays à industrialisation récente de l'Asie de l'Est et du Sud-Est et les économies les plus avancées. De même, il y a des pays qui malgré l'orientation vers l'exportation de produits manufacturés n'ont pas réussi le rattrapage<sup>43</sup>.

---

<sup>40</sup> Krugman, Paul R.: «Increasing Returns, Monopolistic Competition and International Trade», in: *Journal of International Economics*, 9, 4 (novembre 1979); pp. 469-479.

<sup>41</sup> Vemon, Raymond: «International Investment and International Trade in the Product Cycle», in: *Quarterly Journal of Economics*, 80, 1 (février 1966); pp. 190-207.

<sup>42</sup> Warren, Bill: «Imperialism and Capitalist Industrialisation», in: *New Left Review*, 81 (septembre-octobre 1973); pp. 3-44.

<sup>43</sup> Hemmer, Hans-Rimbert: «Die endogene Wachstumstheorie als Reaktion auf die Erklärungsdefizite der traditionellen neoklassischen Wachstumstheorie», in:

L'examen de ces différents cas permet deux conclusions. D'une part, aucun des pays ayant échoué dans son rattrapage n'a été capable de généraliser le progrès technique importé dans certaines de ses filières par la dynamisation de toutes ses branches d'activités. En cas de succès, cette généralisation du progrès technique a été due à l'effet conjoint de la raréfaction de la main-d'œuvre et du développement du marché interne. Dans la comparaison des trajectoires de développement entre les économies à distribution égalitaire des terres en Amérique du Nord et en Australie par rapport aux économies à concentration de la propriété foncière d'Amérique latine, cette condition de l'égalité de la distribution des revenus pour le rattrapage industriel a été largement mise en évidence<sup>44</sup>. Le secteur exportateur peut avoir un impact sur l'emploi qui conduit à la hausse des salaires, ce qui d'une part force le reste de l'économie à la rationalisation et d'autre part crée une demande elle aussi accrue pour les branches qui approvisionnent le marché interne. L'effet dynamisateur est d'autant plus grand qu'une distribution plutôt égalitaire a déjà créé un niveau élevé d'emploi qui limite l'intensité de l'offre de la main-d'œuvre de sorte que l'augmentation des exportations accroît rapidement les salaires locaux<sup>45</sup>, mais pas nécessairement les coûts internationaux de la main-d'œuvre locale. Par le transfert de surplus céréalier, les PSM développeront une tendance certaine à l'égalisation des revenus, puisque les produits agro-alimentaires sont d'autant plus importants dans la consommation des ménages, qui disposent de revenus faibles.

D'autre part, la spécialisation obéit à l'avantage comparatif et non pas à des différences d'accumulation de savoir. La théorie du cycle de production tient compte des facteurs de progrès technique non incorporés aux dépenses liées au stock de capital. Dans toute spécialisation nouvelle, il y a apprentissage dont est exclue l'économie qui n'a pas accès à cette spécialisation. L'économie forcée à ce retard

---

Schubert, Renate (Ed.): *Neue Wachstums- und Außenhandelstheorie - Implikationen für die Entwicklungstheorie und -politik. Schriften des Vereins für Socialpolitik, Band 269* (Berlin: Duncker & Humblot, 1999); pp. 11-44.

<sup>44</sup> Ehrensaft, Philip; Armstrong, Warwick: «Dominion Capitalism: A First Statement», in: *Australian and New Zealand Journal of Sociology*, 14, 3 (octobre 1978); p. 355. Lewis, W. Arthur: *Growth and Fluctuations 1870-1913* (Londres: George Allen and Unwin, 1978); p. 25.

<sup>45</sup> Aitken, Brian; Hanison, Aun; Lipsey, Robert E.: «Wages and Foreign Ownership. A Comparative Study of Mexico, Venezuela and the United States», in: *Journal of International Economics*, 40, 3/4 (mai 1996); pp. 345-371.

va donc échanger son travail à l'échelle internationale en fonction de la productivité moyenne de ce travail. Il est peu probable que l'économie la plus avancée jouira d'une supériorité de productivité dans les filières de pointe identiques à sa propre moyenne de productivité par rapport aux économies qui lui font compétition. Si le progrès technique non incorporé est dû à l'exercice d'activités productives dans des filières spécifiques, l'économie avancée jouira d'une supériorité dans la productivité dans celle des filières où elle est active et d'où l'économie en retard est exclue. Il est peu probable que les connaissances et les pratiques de tout ordre (organisation, discipline de travail, gestion) apprises dans une filière confèrent une même supériorité dans des filières entièrement nouvelles. Dans ce cas, l'économie la plus avancée disposera peut-être d'une productivité supérieure dans des filières nouvelles par rapport aux autres économies, mais cette supériorité sera moins grande que sa supériorité dans des filières où elle est déjà active. Ceci implique un avantage comparatif d'économie moins avancée dans les filières nouvelles de pointe, qu'elles transformeront en compétitivité par des coûts de main-d'œuvre faibles en monnaie internationale, à la suite de la dévaluation possible. Le développement de l'industrie micro-électronique au Japon dans les dernières décennies du 20ème siècle<sup>46</sup> de même que la trajectoire de cette branche dans l'Est et le Sud-Est asiatique par rapport au vieillissement des industries européennes sont les illustrations empiriques de ce mécanisme<sup>47</sup>.

La solution proposée n'envisage donc pas le blocage d'une percée des PSM vers les filières de pointe mais lui ouvre des possibilités nouvelles.

### **PROBLEME PRATIQUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE PROPOSEE**

L'implantation de cette politique doit résoudre trois problèmes. D'abord, il faut éviter la réexportation de denrées alimentaires sous d'autres formes que celle de leur incorporation comme valeur en tant que faibles coûts internationaux de la main-d'œuvre dans les PSM.

---

<sup>46</sup> Watanabe, Susumu: «The Japanese Quality Control Circle: Why it Works», in: *International Labour Review*, 130, 1 (janvier-février 1991); pp. 58 f.

<sup>47</sup> Ernst, Dieter: *The Korean Electronics Industry Under Pressure* (Berkeley, Calif.: The Berkeley Roundtable on International Economy (BRIE), 1994).

Ensuite, il faut éviter la destruction des agricultures locales. Enfin, il faut un système de distribution qui évite les bavures et les comportements rentiers.

La première condition peut être remplie par une obligation des PSM de taxer toutes les exportations de denrées alimentaires produites à partir de céréales ou d'origine animale à base de l'utilisation des céréales comme nourriture pour bétail. Les produits concernés sont faciles à identifier et à démarquer des produits des agricultures des PSM tels les agrumes et les tomates.

Le maintien de la production agricole dépendra des coûts de cession des denrées alimentaires mises à la disposition des PSM. Néanmoins, la question se posera de savoir dans quelle mesure le maintien de productions agricoles est justifié au cas où ces agricultures fonctionneraient essentiellement sur la base de subventions élevées pour la captation de l'eau. La dynamisation du secteur industriel ne manquera pas de rendre non compétitive l'agriculture traditionnelle sur le marché des facteurs, ce qui se traduira par l'exode rural. Il y aura alors des choix importants à faire entre le maintien d'un certain niveau de production agricole dans une optique de développement écologique durable, qui ne peut être justifiée par des critères économiques.

A condition d'un taux de change convenable, et d'un contrôle des exportations, il n'y aura pas de problèmes de distribution de denrées alimentaire transférées au-delà de leur injection dans les circuits commerciaux. L'administration à superviser contre des tentatives de corruption a des dimensions limitées et ses membres sont facilement repérables au sein de la société parce qu'ils résident dans les comptoirs destinés à gérer la cession des surplus céréaliers en provenance d'Europe à des réseaux locaux de caractère marchand spécialisés dans le commerce des céréales.

### **L'INTEGRATION DE LA STRATEGIE PROPOSEE DANS UN SYSTEME INTERNATIONAL EN MUTATION**

Du côté européen, les obstacles les plus importants sont d'ordre politique. D'une part, l'engagement dans une telle coopération pose la question de la stabilité des approvisionnements en produits dirigés vers les PSM. D'autre part, cette coopération privilégiée pose la question de son acceptabilité par les autres puissances mondiales, notamment les Etats-Unis.

Les conditions de la stabilité des apports en produits dirigés vers

les PSM ne se poseront pas au début de la spécialisation inégale proposée. Les PSM entreront dans la stratégie d'industrialisation par les exportations de produits manufacturés par le biais de produits à faible complexité technologique. Même un arrêt de ces exportations à cause de désordres locaux ou de stratégies de monopolisation de l'offre destinée à l'exportation afin d'exiger des hausses de prix sera inopérant. Les prix de ces produits ne contiennent pas d'élément de rente. L'approvisionnement de l'UE en ces produits peut être facilement reporté sur un grand nombre d'économies encore sous-développées ailleurs.

Une stratégie de coopération entre l'UE et les PSM peut provoquer des craintes de la part des Etats-Unis et d'Israël. Mais pour longtemps, l'indépendance de la politique de l'UE par rapport au Tiers-Monde et au monde arabe sera limitée. L'UE n'a pas développé de conscience collective qui lui permettrait d'avoir une politique extérieure bien définie qui entrerait en opposition directe avec les Etats-Unis. Une telle politique risquerait de diviser l'UE. La politique extérieure de l'UE sera longtemps encore caractérisée par la recherche de bonnes relations tous azimuts basées sur l'entente avec la plupart des régions du monde. Cette politique de bonnes relations avec le monde entier implique la renonciation à la projection d'une puissance européenne vers l'extérieur. Une telle projection de puissance européenne vers l'extérieur, même vers l'extérieur géographiquement le plus rapproché, ne manquera pas de diviser les opinions publiques européennes à des degrés d'ailleurs différents dans les Etats-membres. Comme les Etats-Unis dans la période d'immigration massive en provenance des différents pays européens pendant le 19<sup>e</sup> siècle, l'UE d'aujourd'hui devra tout faire pour éviter les enchevêtrements dans les alliances extérieures qui bloqueront l'émergence d'une conscience collective européenne. Le désaccord avec les Etats-Unis sur la guerre en Irak en fournit une démonstration. Certains pays européens ont refusé de participer à la guerre mais sont résolument disposés à aider les Etats-Unis à sortir du borbier irakien dès que cela n'implique pas un engagement militaire.

Il y a une certaine division du travail entre l'UE et les Etats-Unis<sup>48</sup>.

---

<sup>48</sup> Janssen, Elmar: *Die USA die EU und das Ziel einer nahöstlichen Friedensordnung: Differierende Transformationsansätze und gemeinsame Dilemmata unter besonderer Berücksichtigung konfliktimmanenter Regionalstrukturen, 1991-2002* (Leipzig: Dissertation, juin 2003); pp. 123 ff.

L'UE offre l'olivier de la paix sous forme de coopération et même d'assistance économique au Tiers-Monde, même aux autres puissances émergentes du Tiers-Monde, afin qu'elles maintiennent de bonnes relations avec l'Occident, ce qui permet aux Etats-Unis de plus facilement brandir l'épée afin d'imposer leur hégémonie. Il est évident que toute coopération entre l'UE et les PSM faillira si elle est conçue comme une alliance dirigée contre les Etats-Unis ou les intérêts existentiels d'Israël. Il peut y avoir des divergences entre l'UE et les Etats-Unis sur des questions de détail mais pas sur des questions de fond.

### **LA SOLUTION EST-ELLE CONFORME AVEC L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE?**

La stratégie proposée n'entre pas en conflit avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces règles sont surtout héritées du GATT et interdisent les subventions directes à certaines entreprises et filières. Elles ne concernent directement ni la dévaluation, ni l'abaissement des coûts des facteurs par la réduction des coûts de leur reproduction. Il est significatif que le problème des parités des devises est géré dans le système de Bretton-Woods par le Fonds Monétaire International et non pas par les organisations spécialisées dans la régulation du commerce.

La référence des règles de l'OMC est l'économie capitaliste développée qui ne saurait profiter des distorsions du marché pour rehausser la compétitivité de certains secteurs afin d'arriver au plein emploi. Ces règles n'interdisent pas l'ajustement des économies à la compétition internationale par l'abaissement de leurs coûts généraux avec des moyens compatibles avec la régulation marchande.

Il y a trois domaines où des régulations étatiques interviennent dans la stratégie proposée: l'appropriation du surplus céréalier sans paiement par les bénéficiaires au moment de son transfert, l'interdiction de la réexportation des surplus céréaliers transférés dans les PSM, et les politiques industrielles des PSM destinées à l'amélioration de la diversité de leurs exportations.

Les transferts économiques destinés à subvenir aux besoins de base des masses dans les pays pauvres ne sont pas interdits par l'OMC. Toute aide au développement constitue un transfert de ressources qui

modifie les données sur les marchés de devises et modifie les prix relatifs des facteurs de production ou de certaines filières. Dans la stratégie proposée, il n'y a pas intervention sur les prix relatifs pour les différentes branches mais abaissement du coût général de la main-d'œuvre dans l'ensemble des PSM pour toutes les branches et cela surtout en faveur de la main-d'œuvre peu qualifiée car cette dernière est sous-représentée dans les productions des biens à complexité technique élevée par rapport à son importance dans les filières devenant immédiatement compétitives, qui sont caractérisées par l'intensité en travail peu qualifié.

Ce sont les productions de biens à complexité technique élevée où les pays industriels cherchent de nouvelles spécialisations afin de défendre des monopoles technologiques temporaires.

Cette politique remplace la recherche de l'augmentation de la productivité agricole dans les pays du Tiers-Monde mieux dotés en surface agricoles utiles, et cette recherche pour l'abaissement des coûts de la main-d'œuvre n'a jamais été contestée sur le plan international, mais toujours approuvée comme instrument pour surmonter le sous-développement, quel'ait été les régimes de commerce des pays concernés (tournés ou bien vers la substitution des produits industriels importés ou vers l'exportation de produits manufacturés).

Les règles de l'OMC ne contiennent pas d'interdictions de bloquer les exportations mais se concentrent sur l'accès d'étrangers aux marchés des économies membres. L'OMC présente cette lacune car sa philosophie doit considérer toute limitation des exportations par un pays membre comme une entrave à sa propre croissance au bénéfice d'autres membres qu'il ne faut pas sanctionner, parce que ce membre se sanctionne lui-même. La marchandise la plus importante dans l'ensemble des exportations des pays sous-développés, c'est-à-dire le pétrole, fait d'ailleurs depuis longtemps l'objet de réglementations des quantités exportées en accord plus ou moins explicite avec les pays occidentaux. Aussi longtemps qu'à la différence du secteur énergétique, les pays occidentaux disposent de surplus comme c'est le cas de l'agriculture, il est difficile d'envisager des conflits sur la mise hors du marché mondial de tels surplus par l'interdiction de leur exportation de la part des PSM après le transfert de ces surplus vers ceux-ci.

Les politiques industrielles qui sont destinées à rendre efficaces dans l'immédiat certaines filières à des taux de change encore plus

élevés peuvent pourtant entrer en conflit avec les règles de l'OMC. C'est ici l'un des domaines les plus importants de ce nouveau système de règles. D'une part il est clair que les systèmes de soutien à l'innovation technologique sont multiformes<sup>49</sup>, de sorte qu'il sera difficile d'identifier des mesures de subvention de caractère et d'impact identiques dans les différents systèmes. D'autre part, il est bien évident que l'enchevêtrement des secteurs privés et publics ne cesse d'augmenter dans ce domaine clé de la coopération entre les instituts de recherche financés par les budgets des gouvernements, et d'autre part l'application d'innovations même du secteur public dans les productions de l'industrie privée. Il est indéniable que l'amélioration des capacités techniques consiste surtout dans la croissance de capacités des hommes. Une politique de promotion de certaines filières par la formation de la main-d'œuvre sera toujours difficile à être identifiée comme non conforme aux règles de l'OMC.

#### **FACILITE D'ACCEPTATION DE LA SOLUTION PROPOSEE GRACE A DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT**

La politique proposée peut être facilitée si elle comporte des politiques d'accompagnement sur deux plans. Les électeurs dans les pays de l'UE doivent être persuadés d'accepter un transfert de ressources, même si ces ressources ne seraient pas à leur propre disposition au cas où cette politique de coopération entre pays de l'UE et PSM ne serait pas choisie.

Il faut donc une contrepartie. Il est évident que cette contrepartie n'est pas constitutive pour rendre la politique proposée plus équitable pour les deux groupes de partenaires, les pays de l'UE et les PSM. L'UE accepte le transfert de ses surplus céréaliers invendables vers les PSM. Il ne s'agit pas d'une perte de recettes justifiée par l'obtention des créances sur l'avenir, payables sur la production future des PSM. Le but des transferts des surplus céréaliers est de faire accéder les PSM à un rôle dans la division internationale du travail, qui permettrait à l'UE une spécialisation plus avantageuse dans cette même division internationale du travail par rapport aux autres concurrents parmi les pays industriellement avancés.

Néanmoins, une contrepartie supplémentaire peut faciliter

---

<sup>49</sup> Fagerberg, Jan: «Technology and Competitiveness», in: Oxford Review of Economie Policy, 12 (1996); pp. 39-51.

l'acceptation de la politique proposée des deux côtés de la Méditerranée. Je vois une telle contrepartie dans un accord de remboursement conditionnel de la valeur des surplus céréaliers aux prix mondiaux actuels dans un avenir où la réussite des PSM à lancer leurs propres industrialisations à partir de l'exportation de produits manufacturés est assurée. Le crédit pourrait être donné à zéro intérêt étant donné les avantages à long terme que l'UE retirera de cette spécialisation nouvelle.

Les traits essentiels d'un tel accord pourraient consister en ceci: l'UE acquiert par les transferts céréaliers une créance sur les PSM qui n'est remboursable que si la productivité industrielle des PSM atteint une certaine moyenne de l'UE. Les PSM devront rembourser seulement si leurs industries rattrapent une industrie européenne qui réussit l'amélioration de sa position dans la division internationale du travail, ce qui élève ce seuil, ou si l'UE échoue, ce qui abaisse ce seuil. De cette façon, les PSM participent à l'élévation de la productivité dans l'UE attendue de la stratégie proposée, tandis que l'UE aura une certaine garantie au cas où elle-même échouerait dans cette association de compagnonnage. En même temps, l'UE bénéficiera de l'importation accrue de produits manufacturés en provenance des PSM dans l'avenir, si les PSM réussissent eux même leur industrialisation par la stratégie proposée. Il s'agit donc d'un partage des fruits du succès parfaitement compatible avec l'interdiction islamique de l'intérêt et tout à fait en accord avec l'association à risque que la loi islamique prévoit.

Un tel partage des fruits du succès pourra contribuer, dans les deux groupes de pays, à faciliter les transitions démographiques à attendre. La croissance démographique demeurera encore importante pour longtemps dans les PSM. Les conséquences d'une telle croissance en cas d'augmentation de la productivité et de la réussite dans la transition vers le capitalisme développé sont mieux maîtrisées en cas d'excédent de la balance commerciale. La croissance économique du Japon et de la République Fédérale Allemande après la Deuxième Guerre Mondiale a été favorisée par l'acceptation de déficits de la balance commerciale par les Etats-Unis.

L'UE va affronter les conséquences de son vieillissement. Des classes d'âges nombreuses vont aller à la retraite et doivent être nourries par des classes plus jeunes mais moins nombreuses. A côté d'un nombre élevé de retraités il y aura un surnombre de retraités dû

au plus grand nombre de classes d'âges aisées au moment de leurs naissances<sup>50</sup>.

Pour supporter ce surnombre temporaire, des déficits de la balance commerciale peuvent être utiles. Dans ce sens, les livraisons de surplus céréaliers peuvent être traitées comme une épargne: Si le remboursement est fait (il dépend de la réussite de la stratégie proposée), il ne peut être considéré comme injustifié sur le plan des valeurs économiques échangées.

Un tel arrangement permettra de contourner l'argument selon lequel les PSM sont suffisamment riches pour payer ces surplus céréaliers à cause de leur rente pétrolière actuelle. Laisser la rente pétrolière en dehors du financement des surplus transférés actuellement est crucial. La rente pétrolière est considérée par de larges parties de l'opinion publique des PSM comme une source d'investissement. L'utiliser aujourd'hui pour soutenir la consommation de masse mettrait en faux de larges majorités des décideurs et des masses populaires. La stratégie proposée apparaîtrait comme un gaspillage. C'est pour cela que le seul élément des coûts de transfert envisagé ou pris en compte pour un financement à partir de la rente pétrolière dans ma proposition, sont des frais de transport. Payé à partir des exportations rendues possibles par l'industrialisation réussie, ce remboursement est un engagement beaucoup plus acceptable puisque l'industrialisation réussie fera des PSM des économies à la recherche de débouchés et non pas de ressources financières pour l'investissement.

Que donc faire de la rente pétrolière? Dès que les premières étapes de l'industrialisation vers l'exportation de produits manufacturés ont réussi, le manque d'infrastructures se fera sentir. De même, l'établissement de systèmes d'innovation technologique sera d'abord coûteux. A la différence des stratégies orientées vers le marché interne, les stratégies orientées vers l'exportation créent des indications précises sur la nature des systèmes d'innovation et des infrastructures souhaitables. Dans la stratégie orientée vers le marché interne, ce sont des gestionnaires de la rente qui ont l'influence prédominante dans la définition de ces choix. Ils envisagent l'émergence de marchés futurs sans en connaître les configurations précises. Dans la stratégie orientée vers l'exportation, des

---

<sup>50</sup> Pfaller, Alfred; Lothar: "Wite sichern wir unsere Renten? Plädoyer für eine Globale Strategie", in internationale Politik und Gesellschaft, 1/2002 (2002); pp. 121-136.

entrepreneurs émergent qui ont des vues peut-être étroites, mais précises sur la nature des infrastructures et des systèmes d'innovation dont ils ont besoin. La différence entre les pays de l'Est et du Sud-Est asiatique et les PSM ou les pays de l'Amérique Latine ne consiste pas dans l'ampleur des ressources gérées par l'Etat dans ce but, mais dans l'influence de l'entrepreneur sur leurs utilisations<sup>51</sup>.

Des incertitudes du choix des investissements précis pour les infrastructures des systèmes d'innovation dans la transformation des rentes en industrie orientée vers le marché interne dont les demandes ne se font pas encore sentir, on passe à des certitudes exprimées par des chefs d'entreprises qui font déjà des profits. La rente pétrolière va être alors absorbée dans l'expansion de la croissance d'un modèle auto-entretenu par le marché qui facilitera les transitions et changera la structure des mécanismes de décision quant à la rente. Elle devient un complément pour un processus d'industrialisation qu'elle accélère, mais qu'elle façonne de moins en moins si le secteur industriel prend de l'importance.

La montée des classes entrepreneuriales va se traduire par une lutte entre entrepreneurs orientés vers des marchés réels et renforcés par leurs réussites sur ces mêmes marchés, au détriment des gestionnaires publics de rentes aux visions plus larges, malheureusement rarement transformées en stratégies concrètes.

La contribution du choix d'un remboursement différé afin de lancer le plus rapidement l'industrialisation vers les exportations accélérera le remplacement du tout-rentier sur les plans économique, social, culturel et politique, par une coexistence d'un pôle capitaliste qui veut améliorer les équipements collectifs par l'utilisation de rentes et, de ce fait, contribue à la rationalisation de l'utilisation de la rente, avec l'ancien système rentier. On peut observer cet arrangement dans de riches provinces pétrolières des Etats-Unis et du Canada ou dans la Mer du Nord: le poids des entrepreneurs contrôlés par la compétition sur le marché implique la rationalisation de la gestion de la rente<sup>52</sup>.

Certes, ces compléments ne sont pas nécessaires pour réussir la

---

<sup>51</sup> Ranis, Gustav: «Réfections on the Macro-Economy of Latin American Development», in: Jorge, Antonio; Lazaro-Carillo, Jorge (Ed.): *The Latin American Debt* (Londres; Basingstoke: Macmillan, 1992); pp. 40-56.

<sup>52</sup> Nelson, Richard R.: *National Innovation Systems: A Comparative Analysis* (Oxford: Oxford University Press, 1993).

transformation des PSM en plateforme d'exportation de produits manufacturés. Mais ils sont appropriés pour étendre les bases politiques à convaincre et de ce fait, d'intégrer cette stratégie proposée dans les différents efforts entrepris avec d'autres priorités pour d'une part, adapter l'UE à ses défis démographiques, et aider d'autre part les PSM dans leurs propres efforts pour promouvoir la productivité. Ceux-ci ne manqueront pas de s'orienter vers le soutien des branches, qui par leur dynamisation dans l'exportation exercent un pouvoir d'attraction pour l'ensemble des PSM.

## CONCLUSION

Il y a donc une alternative à l'actuel processus de Barcelone. Cela consiste dans la création des conditions d'accès pour les PSM au bénéfice d'une mondialisation «à fond» dont on peut espérer la transformation de leurs économies. Celles-ci connaîtront la hausse de l'emploi, l'expansion des marchés internes, la diversification de l'industrie, le noircissement d'au moins certaines zones de leurs matrices industrielles, et finalement la hausse des revenus des masses et la diminution de leurs dépendances technologiques.

La stratégie proposée faciliterait le changement structurel dans l'industrie européenne dans la perspective de faire de celle-ci un leader dans les industries de pointe. Disposer à proximité d'un ensemble économique de ce type permettra aux PSM de poursuivre la trajectoire engagée vers de plus hauts niveaux technologiques dans leurs exportations.

On peut espérer à partir de cela que l'ensemble constitué par l'UE et les PSM entrera en contact étroit avec cette autre grande économie du Sud asiatique, l'Inde, faisant une aire de mondialisation agissante et dynamique en dehors de l'espace leader de la mondialisation, les Etats-Unis et leurs partenaires dans l'Est asiatique, notamment la Chine.

Pour la perspective d'une multipolarité du monde, seule garantie véritable de la paix, cette perspective de dynamiser les PSM peut donc devenir une contribution non négligeable.

Proposer de revoir les idées reçues sur la mondialisation pour en définir une aire spécifique ou l'impact de la mondialisation peut-être définitivement élargi vaut la peine, même si la première étape implique un processus douloureux de changer les idées reçues, les pratiques établies et les craintes soigneusement cultivées. Pour

s'engager dans une telle voie, de nouvelles orientations politiques avec des choix stratégiques majeurs sont nécessaires. Le courage pour s'y engager est fortifié si le caractère réaliste quant à la possibilité d'exécution et quant aux résultats à escompter sont justifiés par le discours politico-économique. Le combat pour la démonstration de ces perspectives est une condition pour briser l'actuel carcan théorique afin de permettre la naissance de nouvelles relations internationales.